

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°26.DST.746

OBJET : Réglementation temporaire du stationnement – Madame Marion CROIZEAU – Livraison sis au droit du n°104 boulevard Jean-Baptiste Pécoud – Vendredi 31 juillet 2026 de 09h00 à 13h00.

Le Maire de la commune de PERTUIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code Pénal ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU la délibération modificative n°26.DST.233 du 24 juin 2026 de la délibération n°19.DST.147 approuvant le règlement général de voirie sur le territoire communal et réglementant l'occupation du domaine public, consultable sur le site internet de la Ville ;

VU la délibération 26.DGS.097 du 28 mars 2026 relative à l'élection du Maire,

VU la délibération 26.DGS.099 du 28 mars 2026 relative à l'élection des Adjoints,

VU la délibération n° 26.DGS.103 du 29 avril 2026 par laquelle le Conseil Municipal donne délégation au Maire,

VU l'arrêté n°26.DGS.652 du 1^{er} juillet 2026 qui abroge et remplace l'arrêté n°26.DST.520 du 27 mai 2026 donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrice CHASSAGNE en matière de travaux, cadre de vie, domaine public, bâtiments municipaux, énergie, parc automobile et Établissements Recevant du Public,

VU la délibération modificative n°26.DST.051 du 16 février 2026 modifiant la délibération n°25.DFCP.419 du 18/12/2025, fixant les tarifs d'occupation du domaine public pour l'année 2026,

VU la requête de Madame Marion CROIZEAU sollicitant l'autorisation de stationner un camion de livraison au plus proche du n°104 boulevard Jean-Baptiste Pécoud afin de réceptionner sa livraison.

CONSIDÉRANT qu'il convient de donner droit à sa demande tout en veillant au respect de la sécurité, de la tranquillité publique et de la fluidité de la circulation.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Marion Croizeau est autorisée à stationner un camion de livraison face au n° 88 boulevard Jean-Baptiste Pécoud (devant le commerce ERA Immobilier), vendredi 31 juillet 2026 de 09h00 à 13h00.

Le permissionnaire devra respecter les prescriptions suivantes :

- **Aucun stationnement ne sera autorisé devant les accès des riverains ;**
- **Le camion de livraison devra être stationné de manière à limiter au maximum la gêne pour la circulation ;**
- **La circulation des véhicules devra être maintenue autant que possible ; si une interruption momentanée s'avère nécessaire pour les opérations de chargement ou de déchargement, elle devra être limitée au maximum ;**
- **La libre circulation des piétons devra être assurée en permanence ; si nécessaire, un cheminement sécurisé devra être mis en place ;**

À charge pour le permissionnaire de se conformer, s'il y a lieu, aux dispositions du règlement général de voirie ainsi qu'aux conditions particulières du présent arrêté.

ARTICLE 2 : L'autorisation est valable exclusivement vendredi 31 juillet 2026 de 09h00 à 13h00. A défaut d'utilisation dans ce délai et sauf prolongation expressément accordée, elle sera réputée caduque.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible derrière le pare-brise du véhicule concerné pendant la durée de l'autorisation et être présenté à toute réquisition des services de police ou de gendarmerie

ARTICLE 4 : Durant cette même période, le stationnement de tout autre véhicule sera interdit au droit de la zone réservée à la livraison. Tout véhicule en infraction pourra être considéré comme étant en stationnement gênant, dangereux ou abusif conformément aux articles R.417-9, R.417-10-2 et R.417-12 du Code de la Route, et faire l'objet d'une mise en fourrière en application des articles L.325-1 et suivants ainsi que R.325-1 et suivants du même Code. **(Police Municipale au 04.90.09.04.95)**

ARTICLE 5 : Les droits de voirie, d'un montant de 42,00 €, seront acquittés auprès du Trésor Public sur présentation de l'avis des sommes à payer adressé par le service compétent. Tout retard de paiement entraînera l'application de frais de recouvrement prévus par la réglementation. Les droits de voirie ne pourront faire l'objet d'aucun remboursement.

ARTICLE 6 : Le permissionnaire supportera, sans indemnité, les gênes ou frais pouvant résulter de travaux exécutés par la Commune dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 7 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée, en tout ou partie, à tout moment, sans indemnité, pour motif d'intérêt général ou en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Sans préjudice du retrait de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour toute infraction à la réglementation de la voirie ou de la circulation.

ARTICLE 9 : En cas de nécessité impérieuse, la Commune se réserve le droit d'interrompre ou de modifier les conditions de la présente autorisation, sans préavis.

ARTICLE 10 : Pendant toute la durée de la livraison, le permissionnaire veillera à assurer la sécurité des lieux. Les droits des tiers demeurent expressément réservés. Il sera seul responsable de tout dommage ou incident pouvant survenir du fait de cette occupation du domaine public. Il devra remettre les lieux dans leur état initial à l'issue des opérations.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 12 : Le Directeur Général des Services de la Ville, le Commandant de la Communauté de Brigade Territoriale de Pertuis, le Chef de la Police Municipale et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à PERTUIS, le 29 juillet 2026

Pour le Maire et par délégation,
Patrice CHASSAGNE
Adjoint au Maire



Patrice CHASSAGNE
Elu CTM
29 juil. 2026

Affiché le :

29 JUL. 2026

STATIONNEMENT RESERVE : Sur 2 emplacements pour Madame Marion Croizeau

N°ARRÊTÉ : 26.DST.746

EN DATE DU : 29/07/2026

STATIONNEMENT INTERDIT

104 boulevard Jean-Baptiste Pécoud

Vendredi 31 juillet de 09h00 à 13h00



2 places de stationnement